



La malédiction de Sabra-Chatila

Par [René Naba](#)

Mondialisation.ca, 16 janvier 2014

renenaba.com 14 septembre 2008

Région : [Moyen-Orient et Afrique du Nord](#)

Thème: [Crimes contre l'humanité](#)

Analyses: [LA PALESTINE](#)

Paris 13 septembre 2008 – Avec une régularité de métronome, la malédiction de Sabra-Chatila frappe ses promoteurs, souvent de manière violente, n'épargnant pratiquement aucun de ses protagonistes, comme l'expression d'une sorte de justice immanente, vingt six ans après ce massacre de sang froid de près de trois mille civils des camps palestiniens de Sabra-Chatila, dans la banlieue sud-est de Beyrouth.

Hormis le rapport Kahanna de la commission d'enquête israélienne sur ce massacre et le bouleversant témoignage de l'écrivain français Jean Genêt « quatre heures à Chatila » consigné à l'automne 1983 dans la Revue d'Etudes Palestiniennes, aucune œuvre de l'esprit, pas plus un film, qu'un documentaire, qu'un récit historique, encore moins un « roman-enquête », -la technique de narration préférée du philosophe Bernard Henry Lévy pour torturer la vérité et titiller l'imagination et la curiosité de ses zélateurs-, n'est venu éclairer ne serait-ce que d'un simple faisceau lumineux cette effroyable boucherie commise, sans discernement, par les milices chrétiennes libanaises, téléguidée par la soldatesque israélienne, ivre de colère devant l'échec de leur plan de mainmise sur le Liban.

Depuis 26 ans, une chape de plomb s'est abattue sur cet épisode peu glorieux de l'armée israélienne au Liban, ternissant sa réputation au point de mettre à mal le mot d'ordre justificatif de ses excès, la « pureté des armes » israéliennes, au point de bouleverser la perception de l'opinion internationale à l'égard d'Israël. Près de trois mille civils palestiniens seront massacrés pendant deux jours, du 15 au 17 septembre 1982, dans une opération ordonnée pour venger l'assassinat de Bachir Gemayel, chef des Forces Libanaises, fraîchement élu à la présidence de la République Libanaise et assassiné à la veille de son entrée en fonction. Par la gratuité de sa violence aveugle, cet acte fut comparé en son temps par le Président François Mitterrand à Ouradour sur Glane, du nom d'une opération analogue commise par l'armée allemande à l'encontre des habitants de la bourgade française en guise de représailles à l'assassinat de soldats allemands en France.



[Pour voir la carte cliquez ici](#)

Vingt six ans après que sont les protagonistes de ce drame devenus.

1- Le clan Gemayel, le grand perdant de l'affaire malgré deux présidents.

Bachir Gemayel, qui rêvait de raser les camps palestiniens en une lointaine anticipation des épurations ethniques des guerres post-communistes de la décennie 1990, pour faire de son pays un paradis sur terre aseptisé des petites misères des grandes fortunes, ce chef militaire d'une communauté chrétienne minoritaire d'un monde arabe majoritairement musulman, qui s'est allié au principal ennemi du Monde arabe pour parvenir à la magistrature suprême, l'homme qui soutenait pour ce faire qu'il existait un «peuple de trop au Moyen-Orient», ignorant que ce peuple de trop pouvait être un jour le peuple des chrétiens arabes, réalisa bien son rêve.

Il fut élu à l'ombre des blindés israéliens, président du Liban, sans toutefois jamais savourer la jouissance du pouvoir suprême, pas même un court instant: Il sera pulvérisé par une explosion dans son quartier général de Beyrouth-est, la veille de la prestation de son serment présidentiel.

Depuis lors, la famille Gemayel accumule malheur sur malheur. De son propre fait et de ses méfaits. Son histoire n'est pas une saga à la Kennedy comme se plaisent à la populariser des gazettes occidentales complaisantes, mais une longue plainte de larmes et de sang, dont ils en sont les principaux responsables.

Bachir a été assassiné à 35 ans, en 1982, son neveu, Pierre Amine Gemayel, le sera à 34 ans, en 2006, dans son fief électoral de Jdeiddeh, dans le Metn, alors qu'une violente offensive diplomatico-militaire israélo-américaine était à nouveau lancée en direction du Moyen orient en vue de mettre au pas les contestataires de la «Pax Americana». Amine Gemayel, l'aîné du clan, qui succéda à la tête de l'Etat à son frère cadet à la suite de son assassinat, et qui ambitionnait de succéder au poste de député à son fils assassiné, a vécu une sorte d'assassinat politique lors de sa défaite électorale en 2007 dans son propre fief du Metn, battu par un inconnu, en dépit de la sympathie villageoise suscitée par la tragédie familiale. Sa mise en cause du patriotisme des Libanais de souche arménienne qui lui ont fait défaut durant cette élection a démontré l'ampleur de son dépit face à cette cuisante défaite inattendue en même temps qu'elle a révélé une xénophobie primaire et rance dans les cercles dirigeants libanais dès lors que leurs intérêts claniques sont en cause.

Si la famille Gemayel a réussi à placer deux présidents à la tête de l'Etat libanais, des membres d'une même fratrie qui plus est, elle passe pour être le grand perdant de la vie politique libanaise, avec deux assassinats au sein de cette famille, sans aucune visibilité parlementaire ou ministérielle, son traité de paix avec Israël pulvérisé par ses contestataires, et, suprême humiliation pour ce seigneur du terroir, le chef du clan présidentiel, Amine, contraint à l'exil en France, pendant quinze ans dix (1985-2000), au terme d'une mandature peu glorieuse, le leadership chrétien âprement contesté désormais entre deux dirigeants, -le général Michel Aoun, chef du Courant Patriotique Libanais (CPL) et Samir Geagea, d'anciens subordonnés de la famille Gemayel du temps de la présidence familiale.

2-Menahem Begin et son «cheval fou» Ariel Sharon

Sur le plan israélien, l'opération «Paix en Galilée» a précipité la réclusion politique de Menahem Begin, chef historique de la droite messianique israélienne et premier ministre au moment de l'invasion du Liban, victime direct des embardées incontrôlées de son «cheval fou», le général Ariel Sharon, ministre de la défense, et des visions bibliques propres à la droite radicale israélienne qu'il a encouragées dans cette voie pendant le demi siècle qu'il a présidé ce mouvement.

Ariel Sharon: plus qu'un long discours, une simple séquence du film «Valse avec Bachir» résume mieux que tout le personnage, ses ambitions et ses contradictions. Par une fiction narrative, le cinéaste israélien, réalisateur du film, Ari Folman, projette une conversation téléphonique entre Menahem Begin et Ariel Sharon, au lendemain des massacres de Sabra-Chatila.

Nullement incommodé par cette effroyable boucherie, tenant d'une main son combiné, opinant régulièrement du chef en direction de son supérieur hiérarchique, l'homme à l'embonpoint légendaire, gardait les yeux rivés sur dix œufs aux plats qu'il s'était commandé pour son petit déjeuner,comme indifférent aux malheurs des autres, se préoccupant surtout durant cette conversation de satisfaire, au propre comme au figuré, son féroce appétit du pouvoir en même temps que sa boulimie alimentaire. L'appétit du pouvoir, il la satisfera en devenant premier ministre 18 ans après Sabra Chatila, sa boulimie alimentaire, elle le terrassera ainsi que sa carrière politique, en le plongeant dans un coma cinq ans plus tard....en état de contiguïté passive avec ses anciennes victimes. Une séquence qui passera dans l'histoire comme un morceau d'anthologie politique et illustre plus que tout l'autisme de la classe politique israélienne à son environnement arabe, particulièrement palestinien.

Le rêve d'un Liban fort havre des Chrétiens d'Orient est tombé en lambeaux. L'équipée de Bachir, particulièrement son alliance avec l'ennemi officiel du monde arabe, a entraîné un déclassement des prérogatives constitutionnelles des Chrétiens libanais, principalement les Maronites, dans le nouvel arrangement interlibanais conclu à Taëf, sous l'égide de l'Arabie saoudite, pour mettre fin à la guerre en 1989.

Les camps palestiniens sont demeurés à la périphérie de Beyrouth, avec une population plus nombreuse et rajeunie, comme un pied de nez à la famille Gemayel, désormais comme marginalisée dans l'échiquier politique par l'avènement de l'ancien lieutenant de Bachir, Samir Geagea, un ambitieux à la férocité redoutable, au premier plan de la scène chrétienne.

Beyrouth qui fut la respiration du monde arabe et sa conscience critique pendant un demi siècle, assume désormais de surcroît une fonction traumatique dans la conscience collective israélienne puisqu'elle revendique le privilège unique au Monde d'avoir symbolisé, à deux reprises dans l'histoire contemporaine, la résistance arabe à l'hégémonie israélo-américaine:

La première fois, en 1982, lors du siège de la capitale libanaise par le général Ariel Sharon, du temps où le sunnisme s'identifiait au combat nationaliste, depuis le fief du sunnisme libanais à Beyrouth-Ouest,

La deuxième fois, en 2006, depuis Beyrouth-sud, cette fois, (ad dahyah), littéralement la banlieue sud de la capitale, le fief chiite de la capitale, du temps du coma du général Ariel Sharon, où le chiisme libanais suppléant la vassalisation du sunnisme arabe à l'axe israélo-américain prenait sa relève en vue de pérenniser le combat nationaliste arabe.

Le soutien des commandants en chef successifs de l'armée libanaise –le Général Emile Lahoud, le général Michel Aoun et la sympathie manifestée par le nouveau Président de la République, le général Michel Sleimane, ancien commandant en chef de l'armée, à la Résistance nationale Libanaise agglomérée autour de son noyau dur, le Hezbollah chiite, témoigne, par contrecoup, du souci de la hiérarchie militaire chrétienne de brider les pulsions mortifères des «têtes brûlées» de l'ordre milicien, si préjudiciables au camp chrétien

3 - Elie Hobeika et Samir Geagea, les deux lieutenants de Bachir, des prédateurs insatiables.

En sa qualité de responsable du service de renseignement de la formation paramilitaire libanaise, Elie Hobeika, un des deux lieutenants de Bachir Gemayel, est considéré comme l'un des principaux responsables des massacres de Sabra-Chatila, au même titre que Samir Geagea, responsable opérationnel des «Forces Libanaises», qu'une impitoyable guerre de succession va épuiser au point de marginaliser la principale formation paramilitaire du camp chrétien du temps de la guerre.

Le premier qui va dégainer et déclencher les hostilités sera Elie Hobeika: Par dévotion à l'égard de Bachir, il fomentera 24 mois après son assassinat un coup de force contre le président Amine Gemayel pour s'emparer du parti et de son trésor de guerre. Allié d'Israël, il tournera casaque en 1985 pour rallier la Syrie avant d'être évincé à son tour par Samir Geagea. Piètre performance pour un homme en charge du renseignement. Exilé du Liban, il reviendra par la grande porte à la fin de la guerre interfactionnelle et l'instauration d'une «pax syriana». Suprême consécration, il siègera même au sein des gouvernements libanais successifs y compris, en 1992, celui de Rafic Hariri, le milliardaire libano-saoudien et principal bailleur de fonds des milices libanaises, assassiné en 2005.

Peu avant sa mort violente, il s'était retourné contre Israël et se proposait de témoigner contre Ariel Sharon dans le procès intenté contre lui en Belgique pour «crime contre l'humanité». Il aurait voulu mettre en cause des unités commando de l'armée israélienne (les Sayeret Matkal) qui auraient œuvré sans uniforme dans le déroulement du massacre. Comme auparavant Bachir et ultérieurement le neveu du chef phalangiste, Pierre Amine Gemayel, Elie Hobeika est mort par suite d'un attentat à la voiture piégée devant son domicile le 24 janvier 2002, à l'âge de 46 ans.

Son élimination n'a suscité aucune demande d'enquête de la communauté internationale. Les préparatifs de l'invasion américaine de l'Irak, il est vrai, allaient bon train, de même que la mise à l'index de la Syrie, via la «Syria Accountability Act », adoptée en 2003. Il importait de ne pas se laisser dévier de cet objectif majeur de la stratégie israélo-américaine par la mort d'une personne, dont l'élimination arrangeait beaucoup de monde: le premier ministre israélien Ariel Sharon, directement visé par son possible témoignage à Bruxelles, Samir Geagea, son rival permanent, Amine Gemayel, son ancien chef à qui il a ravi le parti phalangiste, des époux contrariés et irascibles à en juger par les conquêtes féminines qui lui sont attribuées, enfin pour être complet, la Syrie, tant l'implication de ce pays dans toutes les affaires du Moyen-Orient est un exercice de style obligé pour tous les chroniqueurs occidentaux.

Samir Geagea

Son pseudonyme ne doit pas faire illusion: il emprunte à l'amphibologie, tout comme son personnage à l'ambivalence. «Al Hakim», son non de guerre, qui signifie le sage ou le médecin, n'a jamais été sage dans son comportement belliqueux, au delà de toute mesure et démesure, ni docte, ni médecin, dont il ne détient pas non plus le grade universitaire. C'est là sa première usurpation. Celui que sa formation universitaire aurait dû destiner à un comportement d'humanité, s'est révélé être l'un des plus inhumains chefs de guerre, l'implacable fossoyeur du camp chrétien, responsable de la décapitation de la famille Frangieh, en 1978, n'épargnant rien ni personne de cette grande famille du nord du Liban, pourtant ses voisins, pas plus une petite fillette de trois ans que le chien de garde devant la maison.

Récidiviste en 1980, il donnera l'assaut contre le fief de l'autre allié des phalangistes, les milices du PNL (Parti National libéral) du président Camille Chamoun, à Faqra, dans la région montagneuse du Liban, noyant dans le sang des forces chrétiennes pourtant alliées au sein d'une même coalition. En juillet 1983, il engagera le combat de la montagne du Chouf contre la milice druze conduite par Walid, le fils et successeur de Kamal Joumblatt, le chef du parti socialiste progressiste et chef de la communauté druze. Son offensive s'était soldée par la destruction de 60 villages et de l'exode d'une population chrétienne de plus de 250.000 habitants du Chouf, mettant un terme à un siècle de convivialité druzo-chrétienne dans le Chouf. Il en sera de même avec des résultats identiques à Saida, chef lieu du sud-Liban et à Zahlé, dans le centre du Liban, en 1985, Piètre bilan pour le défenseur des minorités chrétiennes opprimées, que son bellicisme opprimerait plus durablement que l'hostilité de leurs adversaires.

La liste n'est pas limitative. En 1988, à la fin du mandat du président Amine Gemayel, Samir Geagea se trouvait à la tête d'une entreprise prospère soutenue par une machine de guerre bien rodée. L'épreuve de force qu'il engagera contre le général Michel Aoun, commandant en chef et premier ministre intérimaire, achèvera d'épuiser le camp chrétien, le général Aoun prenant le chemin de l'exil vers Paris où il demeurera quinze ans et Samir Geagea, le chemin de la prison où il croupira pendant près de dix ans.

L'assassinat de l'ancien premier ministre Rafic Hariri, en février 2005, donnera lieu à un invraisemblable retournement d'alliance coalisant les anciens chefs de guerre antagonistes et leur bailleur de fonds: Walid Joumblatt, Samir Geagea, Amine Gemayel et Saad Hariri. Si elle débouche sur la libération de Samir Geagea à la faveur du vote d'une loi d'amnistie amnésiante, cette coalition hétéroclite et sans crédit constituera le point faible du dispositif occidental en vue de préserver le pouvoir libanais dans son giron.

Samir Geagea est l'unique rescapé de principaux protagonistes de l'affaire de Sabra-Chatila, dont le grand vainqueur moral pourrait être, a posteriori et paradoxalement, Soleimane Frangieh, le rescapé du massacre fondateur de son autorité.

Dans un pays transformé depuis longtemps en un gigantesque cimetière, Soleimane Frangieh, dont la famille a servi de banc d'essai à la boucherie de Sabra-Chatila, bridera ses instincts guerriers pour accorder le pardon des offenses, seul dirigeant libanais à avoir accompli ce geste de grandeur morale, renvoyant à sa vilénie le bourreau de sa propre famille.

Des analystes de la scène libanaise soutiennent qu'une percée politique de Nadim Gemayel, fils du Président assassiné Bachir et son véritable héritier politique, à tout le moins de son cousin germain Sami, fils d'Amine, tournerait au cauchemar pour Samir Geagea, en le privant de toute légitimité populaire et politique, le renvoyant du même coup à ses fantasmes. A moins qu'«Al-Hakim», coutumier de telles manœuvres de contournement, n'anticipe cet événement en un mouvement de confinement en vue de museler les héritiers Gemayel, une mesure d'autant plus impérative que l'absence d'héritiers biologiques le fragilise en même temps qu'elle frappe de précarité la pérennisation de son projet politique, le mettant à la merci d'un mauvais coup du sort.

Samir Geagea a ainsi donc provisoirement échappé à la justice des hommes. Personnage funeste sans progéniture, sans remords, seul face à ses méfaits, seul face à ses fantômes, entravé de ses forfaits, tâches indélébiles, il pourrait difficilement se soustraire au châtement de l'Histoire.... . A n'en pas douter, l'œil sera dans la tombe et regardera Caïn.

Paix à l'âme des victimes des camps palestiniens de Sabra-Chatila et que la terre des hommes leur soit légère.

René Naba



Samir Geagea: l'unique survivant des protagonistes de ce massacre...face à ses fantômes

Articles Par : René Naba

A propos :

Journaliste-écrivain, ancien responsable du Monde arabo musulman au service diplomatique de l'AFP, puis conseiller du directeur général de RMC Moyen-Orient, responsable de l'information, membre du groupe consultatif de l'Institut Scandinave des Droits de l'Homme et de l'Association d'amitié euro-arabe. Auteur de "L'Arabie saoudite, un royaume des ténèbres" (Goliath), "Du Bougnoule au sauvageon, voyage dans l'imaginaire français" (Harmattan), "Hariri, de père en fils, hommes d'affaires, premiers ministres" (Harmattan), "Les révolutions arabes et la malédiction de Camp David" (Bachari), "Média et Démocratie, la captation de l'imaginaire un enjeu du XXI^{ème} siècle" (Goliath). Depuis 2013, il est membre du groupe consultatif de l'Institut Scandinave des Droits de l'Homme (SIHR), dont le siège est à Genève et de l'Association d'amitié euro-arabe. Depuis 2014, il est consultant à l'Institut International pour la Paix, la Justice et les Droits de l'Homme (IIPJDH) dont le siège est à Genève. Depuis le 1^{er} septembre 2014, il est Directeur du site Madaniya.

Avis de non-responsabilité : Les opinions exprimées dans cet article n'engagent que le ou les auteurs. Le Centre de recherche sur la mondialisation se dégage de toute responsabilité concernant le contenu de cet article et ne sera pas tenu responsable pour des erreurs ou informations incorrectes ou inexacts.

Le Centre de recherche sur la mondialisation (CRM) accorde la permission de reproduire la version intégrale ou des extraits d'articles du site Mondialisation.ca sur des sites de médias alternatifs. La source de l'article, l'adresse url ainsi qu'un hyperlien vers l'article original du CRM doivent être indiqués. Une note de droit d'auteur (copyright) doit également être indiquée.

Pour publier des articles de Mondialisation.ca en format papier ou autre, y compris les sites Internet commerciaux, contactez: media@globalresearch.ca

Mondialisation.ca contient du matériel protégé par le droit d'auteur, dont le détenteur n'a pas toujours autorisé l'utilisation. Nous mettons ce matériel à la disposition de nos lecteurs en vertu du principe "d'utilisation équitable", dans le but d'améliorer la compréhension des enjeux politiques, économiques et sociaux. Tout le matériel mis en ligne sur ce site est à but non lucratif. Il est mis à la disposition de tous ceux qui s'y intéressent dans le but de faire de la recherche ainsi qu'à des fins éducatives. Si vous désirez utiliser du matériel protégé par le droit d'auteur pour des raisons autres que "l'utilisation équitable", vous devez demander la permission au détenteur du droit d'auteur.

Contact média: media@globalresearch.ca